

## **19 - Avenant n° 1 au contrat collectif d'assurance maintien de salaire - Autorisation de signature de l'avenant**

**Mme SCHOELLER, Première Adjointe, Rapporteur :** La Ville de Besançon, le Grand Besançon et le CCAS ont, fin 2010, chacun en ce qui les concerne, signé avec Dexia un contrat collectif assurance maintien de salaire, à souscription volontaire et facultative des agents, leur assurant un maintien de salaire en cas d'incapacité temporaire de travail suite à maladie, accident ou en cas d'invalidité.

Il n'a pas été prévu de participation employeur, aucun cadre juridique n'existant au moment de la passation du marché.

**Suite à la parution du décret du 8 novembre 2011, organisant la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents, une démarche de mise en place d'une participation employeur a été engagée par la Ville de Besançon, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon et le CCAS de Besançon.**

Dans ce cadre, une lettre en date du 20 juillet 2012 a été envoyée au titulaire du marché pour l'informer de la non reconduction du marché pour l'année 2013.

Or, faute d'adhésion au projet de participation présenté aux organisations représentatives du personnel des trois entités, cette démarche n'a pu aboutir à ce jour. Un temps de réflexion a été jugé nécessaire pour pouvoir concrétiser la mise en place de cette participation au financement des dépenses de protection sociale complémentaire du personnel.

Le groupement de commandes souhaite donc poursuivre le marché avec le titulaire retenu initialement, pour une durée restant à courir de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Dès lors, il convient de continuer le contrat actuel.

Par lettre du 29 novembre 2012, Collecteam (ex-Dexia) a fait part d'une modification de ses tarifs en raison de l'augmentation du taux de sinistralité de la Ville de Besançon, du CCAS et de la CAGB. L'application de l'évolution tarifaire serait ainsi lissée sur deux ans (2013 et 2014) aux conditions suivantes :

- Régime de base (maintien de salaire + invalidité permanente avec une couverture à 90 %) : passage des cotisations de 0,65 % du traitement brut indiciaire, NBI incluse le cas échéant à 0,73 % en 2013 puis 0,80 en 2014

- Régime optionnel (proposé aux agents, et géré par Collecteam dans les mêmes conditions que celles du contrat de base) :

- Maintien de salaire avec une couverture à 95 % du salaire : passage des cotisations de 0,40 % du traitement brut indiciaire, NBI incluse le cas échéant à 0,48 % en 2013 puis 0,55 % en 2014
- Invalidité permanente avec une couverture à 95 % du salaire : passage des cotisations de 0,40 % du traitement brut indiciaire, NBI incluse le cas échéant à 0,45 % en 2013 puis 0,50 % en 2014
- Perte de retraite suite à invalidité permanente : passage des cotisations en 2013 de 0,40 % à 0,45 % du traitement brut indiciaire NBI incluse le cas échéant et maintien de ce taux en 2014
- Décès / IAD (Invalidité absolue et définitive) à 100 % : maintien du taux actuel à 0,40 % du traitement brut indiciaire NBI incluse le cas échéant en 2013 et en 2014.

Ces propositions, malgré une augmentation des cotisations, demeurent néanmoins en dessous des tarifs pratiqués actuellement par d'autres opérateurs en matière de prévoyance.

Aussi, est-il proposé de poursuivre le contrat actuel pour une durée de 2 ans avec les conditions tarifaires formulées par l'assureur afin de ne pas pénaliser les agents qui sont adhérents au contrat collectif.

Pour laisser le choix aux adhérents de refuser individuellement ce changement de tarification, l'article 6.2 du contrat est complété ainsi :

«En cas de modifications tarifaires, les adhérents devront indiquer leur intention de refus dans un délai d'un mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'augmentation des cotisations».

La Commission d'Appel d'Offres du 30 novembre 2012 s'est prononcée favorablement sur ce projet d'avenant.

### **Propositions**

Le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer sur les modifications relatives aux taux de cotisations proposés, à la durée du contrat et au délai de refus des augmentations de cotisations qui constituent l'avenant n° 1 au contrat «Assurance prévoyance sociale du personnel - maintien de salaire»

- autoriser M. le Maire ou Mme la Première Adjointe à signer l'avenant au contrat initial.

**«M. LE MAIRE** : Il n'y a pas de remarques ? C'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 2, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

*Récépissé préfectoral du 20 décembre 2012.*